

NKUSI Christ-Evrard

Commissaire aux Comptes
*Membre de la Compagnie des
Commissaires aux Comptes de
Paris*

26, allée Paul Cézanne
94450 Limeil-Brévannes

AGE - Association de Groupements Educatifs

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Siège social : 10 rue Gutenberg 77100 Meaux
SIREN : 775 662 943

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

**AGE – ASSOCIATION DE GROUPEMENTS
EDUCATIFS**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Siège social : 10 rue Gutenberg 77100 Meaux
SIREN : 775 662 943

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
(Exercice clos le 31.12.2024)

Aux membres de l'assemblée générale de l'AGE - Association de Groupements Educatifs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DE GROUPEMENTS EDUCATIFS relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note de l'annexe (page 5) relative au changement de méthode d'évaluation de la provision pour indemnité de départ à la retraite, et l'impact constaté dans les fonds propres de l'association,
- La note de l'annexe relative aux faits caractéristiques (page 6), et plus particulièrement le point portant sur les créances en attente d'encaissements pour lesquelles il existe un litige non dénoué à la date d'arrêté des comptes, pour environ 2 300 K€,
- La note relative aux provisions pour risques et charges (page 14), et plus particulièrement sur les litiges provisionnés qui n'ont pas fait l'objet de reprise car les jugements de ces litiges ne sont pas connus à la date d'arrêté des comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne

comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date

de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Limeil-Brévannes, Le 20 mai 2025



NKUSI Christ-Evrard
Commissaire aux Comptes

Association de Groupements Educatifs

10 rue Gutenberg
77100 Meaux

Comptes Annuels

Exercice clos le 31/12/2024

Association de Groupements Educatifs

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	50 485	43 827	6 658	10 246
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes	20 400		20 400	6 875
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	11 801 325	7 843 568	3 957 757	6 160 796
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 628 249	1 524 876	103 373	115 950
Immobilisations corporelles en cours	1 562 222	1 448 385	113 837	179 467
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	12 875 000		12 875 000	12 875 000
Autres titres immobilisés	199 409		199 409	199 409
Prêts				
Autres	84 647		84 647	64 033
Total I	28 221 737	10 860 656	17 361 081	19 611 776
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés	7 619		7 619	3 046
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 445 763	112 232	5 333 531	2 924 054
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	2 676 926		2 676 926	7 734 198
Valeurs mobilières de placement	3 157		3 157	3 157
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 233 887		2 233 887	1 093 483
Charges constatées d'avance	43 853		43 853	25 932
Total II	10 411 205	112 232	10 298 973	11 783 870
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	38 632 942	10 972 888	27 660 054	31 395 647

CERTIFIE REGULIER ET SINCERE

Association de Groupements Educatifs

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	2 564 507	2 564 507
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation	272 747	272 747
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	18 992 766	18 273 978
<i>Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	3 420 855	3 440 401
Report à nouveau	-15 601 868	-15 102 699
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>	-8 733 218	-8 723 039
<i>Dont charges non opposables aux tiers financeurs</i>	-2 111 054	-2 153 815
Excédent ou déficit de l'exercice	1 174 548	472 520
<i>Dont résultat des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>		
Situation nette (sous total)	7 402 701	6 481 053
Subventions d'investissement	3 398	6 890
Provisions réglementées	2 552 712	2 552 712
Total I	9 958 811	9 040 655
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		249 528
Total II		249 528
PROVISIONS		
Provisions pour risques	203 806	203 806
Provisions pour charges	1 134 669	974 531
Total III	1 338 475	1 178 336
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 063 154	4 666 167
Emprunts et dettes financières diverses	2 905 000	2 817 491
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 140 055	1 041 099
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	5 017 972	6 029 750
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	550	
Autres dettes	3 219 677	6 372 621
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	16 360	
Total IV	16 362 768	20 927 128
Ecarts de conversion Passif		
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	27 660 054	31 395 647

CERTIFIE REGULIER ET SINCERE

Association de Groupements Educatifs

COMPTE DE RESULTAT (1ère Partie)	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	200	
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	17 563	5 828
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de services	52 041	29 218
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	17 397 503	16 468 436
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation comptable		
Ressources liées à la générosité du public	4 000	
Subvention exploitation	227 765	515 289
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	136 006	79 998
Utilisations des fonds dédiés	249 528	
Autres produits		
Cotisations		
Autres produits	236 837	299 419
Total I	18 321 443	17 398 188
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 141 779	4 194 513
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	948 708	1 122 132
Salaires et traitements	7 973 761	8 356 428
Charges sociales	3 108 743	3 067 562
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	526 574	655 616
Dotations aux provisions	142 915	275 832
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	217 205	157 805
Total II	17 059 685	17 830 889
1. RESULTAT D'EXPLOITATION	1 261 758	- 432 700

CERTIFIE REGULIER ET SINCERE

Association de Groupements Educatifs

COMPTE DE RESULTAT (2ème Partie)	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	161 449	759 051
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	12 415	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		12 804
Total III	173 864	771 855
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	151 022	255 940
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	151 022	255 940
2. RESULTAT FINANCIER	22 842	515 915
3. RESULTAT COURANT avant impôts	1 284 600	83 214
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	15 000	79 299
Sur opérations en capital	1 748 979	1 629 941
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		263 030
Total V	1 763 979	1 972 271
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	52 873	120 308
Sur opérations en capital	1 819 302	1 462 276
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 855	381
Total VI	1 874 030	1 582 965
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 110 051	389 306
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	20 259 286	20 142 314
TOTAL DES CHARGES	19 084 738	19 669 794
EXCEDENT OU DEFICIT	1 174 548	472 520

CERTIFIE REGULIER ET SINCERE

ANNEXES

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois, tout comme l'exercice précédent clos le 31/12/2023.

Le total du Bilan s'élève à 27 660 054 €

Le résultat est un excédent de 1 174 548 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels, qui ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

PRESENTATION DE L'ENTITE

L'article 1 des statuts précise que « L'Association dite "Association de Groupements Educatifs", fondée conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 a pour but de concevoir, créer, administrer, animer tous les établissements ou services d'aide et de prise en charge des mineurs, et de toutes personnes dont la situation appelle l'aide et la protection.

Sa durée est illimitée. »

L'AGE gère des établissements soumis à autorisation et à agrément essentiellement attribués par les services départementaux d'aide à l'enfance. De ce fait, ces établissements sont financés de façon pérenne sur la base d'un tarif fixé à l'issue de la procédure budgétaire. Les activités sont réparties dans plusieurs régions :

- L'établissement « AGE DEFIS » à Meaux accueille des enfants et des jeunes de 6 à 21 ans, en internat ou en externat.
- L'établissement « Le Vieux collège » à Magnac-Laval gère plusieurs dispositifs pour des jeunes de 10 à 21 ans.
- L'établissement « Les Chennevières » à Vereux accueille des jeunes de 8 à 21 ans
- L'établissement « Les Perce neige » à Gap accueille des enfants et des jeunes de 6 à 21 ans répartis en trois groupes et une unité d'aide aux jeunes majeurs
- Le service Moïse à Paris reçoit des femmes enceintes en difficulté. Ce service relève de la Ville de Paris.

Le siège de l'association a déménagé en 2024 à Meaux regroupant la direction générale et les services communs à tous les établissements.

L'association développe également des actions innovantes dont la pérennité dépend des décisions des autorités de tarification.

CHANGEMENTS DE METHODE

Evaluation et comptabilisation

Il est à noter un changement concernant la provision d'indemnités retraite dont les dotations ont été comptabilisées sur l'exercice 2024, en raison de l'absence de comptabilisation à la clôture de l'exercice précédent, les sommes qui auraient dû faire l'objet d'une comptabilisation ont été retraitées par les capitaux propres : cela constitue une correction d'erreur.

L'impact de cette correction dans les comptes est de 252 900€.

Présentation des comptes annuels

La présentation des comptes annuels n'est pas modifiée par rapport à 2023 dans son ensemble, seul le compte de résultat a été modifié en termes de présentation.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- AGE a fait l'objet d'un contrôle Urssaf sur les exercices 2021 et 2022 dont les conclusions sont intervenues sur l'exercice 2024.
- Au cours de l'année 2024, la DG et AGE-DEFIS ont emménagé dans de nouveaux locaux à Meaux suite à la résiliation anticipée du bail emphytéotique portant sur les locaux sis occupés par la DG et AGE-DEFIS fin 2023. AGE-DEFIS a bénéficié d'un financement exceptionnel de la VNC des immobilisations au 01/01/2024.
- Le dossier à l'encontre de la ville de Paris suite à la fermeture du CEUV avec un coût du PSE de 2 300K€ reste en attente des référés. En l'absence d'indices ou d'informations, les créances n'ont pas fait l'objet d'une dépréciation, ce point est suivi par le Conseil d'Administration.
- Depuis courant 2023, les établissements bénéficient d'agréments permettant l'accueil d'enfants à partir de 6 ans, la population accueillie au sein des établissements est plus jeune.
- Des bâtiments appartenant à la SCI, qui ne sont plus utilisés par l'association ont été mis en vente. Une convention de trésorerie a été conclue entre l'association et la SCI. La SCI AGESTIMMO a fait une avance de trésorerie à l'AGE à hauteur de 2 900 000 € grâce à la vente de biens immobiliers dans l'attente de l'issue des litiges du CEUV.

FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE et CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

Une audience a eu lieu le 12 mai 2025 au sujet des litiges salariaux provisionnés dans les comptes, en l'absence de décision connue à l'arrêté des comptes, les provisions n'ont pas fait l'objet d'une reprise.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 ont été établis en conformité avec le plan comptable général, règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables, et de ses adaptations aux organismes à but non lucratif :

- Règlement ANC 2018-06 relatif aux personnes morales à but non lucratif tenues d'établir des comptes annuels et complété par le règlement ANC 2020-08.
 - Règlement ANC 2019-04 relatif aux organismes gérant des établissements sociaux et médico-sociaux.
 - De la nomenclature des comptes prévues dans l'instruction M22 et publié par arrêté chaque année
- Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
- Continuité de l'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendances des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels tels que prévus par la réglementation comptable.

La méthode des coûts historique a été appliquée pour évaluer les éléments comptabilisés.

Le résultat 2024 de la SCI AGESTIMMO, dont l'AGE est le principal associé, est inclus dans le résultat 2024 de l'AGE pour 161 568€.

Dérogations aux méthodes comptables

Par exception, pour respecter les décisions des autorités de tarification en matière d'affectation des résultats des établissements qui ne seraient pas conformes à la réglementation comptable, ces décisions sont traduites dans les comptes telles qu'elles ont été formulées. Ces dérogations sont mentionnées dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

PRINCIPALES METHODES UTILISEES

Agrégation des comptes

Les établissements gérés par l'association sont tenus de tenir une comptabilité séparée. Les comptes annuels de l'association sont établis par la sommation de ces comptabilités. Les frais de siège figurent en charges dans les comptes des établissements et en produits des comptes de la direction générale. Le montant est compensé pour la présentation des comptes annuels de l'association.

En conséquence, le résultat comptable de l'association correspond à la compensation des résultats déficitaires et excédentaires de ces établissements. Compte tenu des modalités de financement de ces activités ainsi que de leur indépendance administrative et financière, ces résultats ne sont pas financièrement compensables.

Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au bilan, à leur coût d'achat hors frais d'acquisition.

La décomposition des constructions a été réalisée selon l'avis n°2004-11 du CNC relatif aux organismes de logement sociaux.

Composants	Répartition	durée
Structure et ouvrage	77,70%	50 ans
Menuiseries extérieures	3,30%	20 ans
Chauffage collectif	3,20%	20 ans
Etanchéité	1,10%	15 ans
Ravalement avec amélioration	2,10%	15 ans
Electricité	5,20%	20 ans
Plomberie sanitaire	4,60%	20 ans
Ascenseur	2,80%	20 ans

Les autres immobilisations sont amorties sur leur durée d'usage qui se révèle conforme à leur durée d'utilisation, sans retenir de valeur résiduelle.

Autres immobilisations	Durée
Mobilier matériel d'hébergement	5 à 10 ans
Matériel éducatif scolaire loisir apprentissage	5 à 10 ans
Matériel de puériculture	5 à 10 ans
Matériel des services généraux	5 à 10 ans
Matériel divers	10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

Les dépenses qui ont pour but de modifier les installations, de prolonger leur durée de vie ou de remplacer des immobilisations existantes sont enregistrées en immobilisation en contrepartie de la sortie du composant correspondant.

Fonds propres

Les **fonds propres avec droit de reprise** correspondent à des financements attribués par les autorités de la tarification qui ne seront repris qu'à la fermeture des établissements concernés.

Les **réserves réglementées**, définies dans le Code de l'action sociale et des familles (CASF), ont pour finalité d'assurer :

- Un équilibre financier : réserve « couverture du besoin en fonds de roulement » et réserve de compensation des déficits
- Le financement des immobilisations : excédents affectés à l'investissement et réserve de compensation des charges d'amortissement

La réserve de compensation des déficits est reprise en cas de déficit et la réserve de compensation des charges d'amortissement est reprise au rythme des amortissements des investissements qu'elle a permis de financer.

Report à nouveau – Charges et produits dont la prise en compte est différée :

La prise en compte dans le résultat de l'exercice des droits acquis par les salariés au titre des congés à payer et autres n'est pas prévue par le CASF. La part de résultat correspondante est enregistrée dans un compte de report à nouveau spécifique

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont rapportées au résultat à hauteur des dotations aux amortissements des biens qu'elles ont permis de financer.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées, qui ne répondent pas à la définition du plan comptable général, sont définies aux articles R314-81 et R314-95 du CASF. Elles sont attribuées en complément des financements l'exploitation pour contribuer :

- au financement des investissements : Différences de réalisation d'éléments d'actifs et produits financiers
- à la trésorerie : couverture du besoin en fonds de roulement

Provisions

Provisions pour grosses réparations

Elles comprennent exclusivement les dépenses d'entretien prévisibles s'inscrivant dans un programme de travaux dont les montants sont déterminés par des devis et approuvés par le Conseil d'Administration.

Provisions pour risques et charges

Ce poste enregistre principalement les risques et les charges à prévoir sur des actions ou procès en cours au 31 décembre, intentés par d'anciens salariés de l'Association. Le montant de la provision est la meilleure estimation d'avoir à verser des compléments de salaires ou des indemnités.

Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Les engagements sont évalués suivant la méthode actuarielle recommandée. Les hypothèses retenues pour évaluer le montant des engagements de retraite sont les suivantes :

- Table de mortalité : INED 2019-2021
- Taux d'actualisation : 3,75 %
- Initiative de départ : Départ volontaire
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de progression des salaires : 1 %
- Le taux de turn-over a été déterminé par tranches d'âge en distinguant les cadres et non cadres. Les taux retenus sont compris entre 2% et 19%.

Créances

L'activité des établissements est facturée sur la base du nombre de journées réalisées aux conseils départementaux dont relèvent les jeunes. Ceux-ci sont assimilés à des clients. En cas de décalage entre l'arrivée d'un jeune et la réception de l'autorisation de prise en charge, une facture à établir est comptabilisée.

Frais de siège

Les frais de siège représentent les services communs à l'ensemble des établissements et à la direction générale. Ces frais sont financés par les établissements qui incluent dans leur budget la quote-part qui leur revient et représentent un produit pour le siège. S'agissant d'écritures internes à l'association, ces comptes sont compensés pour l'établissement des comptes annuels

AUTRES INFORMATIONS***Effectif salarié***

Effectif	Nombre de salariés	ETP 2024	ETP 2023
Cadres	33	29.30	29.95
Non cadre	232	223.19	214.51
Stagiaires	2	2.00	0
Total	265	254.49	244.46

Honoraires du commissaire aux comptes

En application de l'article L820-3 du Code de commerce, nous indiquons que le montant des honoraires du commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2024 s'élève à 34 200 € TTC.

Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants, salariés ou bénévoles

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relatif au volontariat et de l'engagement associatif, les trois plus hauts cadres dirigeants, membres du Bureau de l'association, sont bénévoles et ne perçoivent ni rémunération, ni avantage en nature.

Contributions volontaires en nature

Les seules contributions en nature sont constituées du temps passé par les administrateurs pour la gestion de l'association. Il n'a pas été jugé opportun de mesurer le temps passé et de le valoriser.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

ACTIF IMMOBILISE

Tableau de variations des Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeurs brutes	Au 1/01/2024	Acquisitions	Diminution		Au 31/12/2024
			Apports SCI	sorties	
<u>Immobilisations incorporelles</u>					
Logiciels	50 485				50 485
<u>Constructions</u>					
Bâtiments sur sol propre	6 494 643				6 494 643
Agts. instal. sur sol propre	5 291 685	910		18 049	5 274 547
Agts. instal. sur sol d'autrui	5 093 494			5 061 359	32 135
<u>Autres immobilisations</u>					
Mobilier matériel d'hébergement	285 807	34 263		449	319 620
Matériel éducatif scolaire loisir apprentis.	638 892	699			639 591
Matériel des services généraux	711 509	3 463		45 934	669 038
Matériel de transport	1 210 340	14 039		150 063	1 074 316
Matériel de bureau	126 227	199		20	126 406
Matériel informatique	245 399	7 516		2 419	250 496
Mobilier de bureau	110 205	799			111 004
Immobilisations en cours					
TOTAL	20 258 686	61 888		5 278 293	15 042 281

Amortissements	Au 1/01/2024	Dotations	Diminution		Au 31/12/2024
			Apports SCI	sorties	
<u>Immobilisations incorporelles</u>					
Logiciels	40 239	3 588			43 827
<u>Constructions</u>					
Bâtiments sur sol propre	4 968 128	104 323			5 072 451
Agts. instal. sur sol propre	2 391 295	262 323		18 049	2 635 569
Agts. instal. sur sol d'autrui	3 359 604	22 605		3 246 661	135 548
<u>Autres immobilisations</u>					
Mobilier matériel d'hébergement	264 516	14 671		386	278 801
Matériel éducatif scolaire loisir	626 899	8 584			635 483
Matériel des services généraux	628 842	27 683		45 934	610 582
Matériel de transport	1 115 688	49 933		148 156	1 017 465
Matériel de bureau	116 387	7 200			123 587
Matériel informatique	188 515	23 003		1 306	210 212
Mobilier de bureau	92 114	5 006			97 121
TOTAL	13 792 227	528 920		3 460 492	10 860 655

Immobilisations financières

Filiales et participations

L'AGE détient 99.92% des parts de la SCI AGESTIMMO pour une valeur de 12 875 000 €. Elle a participé à 100% de l'augmentation de capital en 2022 de 6 360 K€ et celle de 2023 de 1 500K€.

L'AGE détient par ailleurs la totalité de la dotation du Fonds de dotation, pour une valeur de 15 K€. Le résultat de l'exercice 2024 est réparti à hauteur de part entre la gestion propre de l'association et le fond de dotation propriétaires de la SCI AGESTIMMO.

ACTIF CIRCULANT

Échéances des créances

Créances	Montant	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans
Avances et acomptes versées sur commandes Conseils départementaux :			
Frais de séjour	5 445 763	4 435 645	1 010 118
Factures à établir	35 603	35 603	
Avances et acomptes au personnel	52 999	52 259	740
Organismes sociaux	387 190	387 190	
Compte courant SCI	834 092		834 092
Autres créances	1 305 942	1 359 442	
Produits à recevoir	7 600	7 600	
TOTAL	8 122 689	6 270 139	1 844 950

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées de titres du Crédit Agricole.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges d'exploitation.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Tableau de variation des fonds propres

FONDS PROPRES	Solde au 1/01/2024	Affectation du Résultat	Augmentation	Diminution	RECLASS	Solde au 31/12/20224
Fonds propres sans droit de reprise						
Fonds propres statutaires						
Fonds propres complémentaires	2 564 507					2 564 507
Fonds propres avec droit de reprise						
Fonds propres statutaires						
Fonds propres complémentaires						
Ecart de réévaluation	272 747					272 747
Réserves						
Réserves statutaires ou contractuelles						
Réserves pour projet de l'entité						
Autres	18 273 978	1 022 174		-303 386		18 992 766
<i>Dont gestion propre</i>	14 833 578	738 333				15 571 911
<i>dont excédent affectés à l'investissement</i>	1 823 066	151 047				1 974 113
<i>Dont couverture du BFR</i>	860 216					860 216
<i>dont réserve de compensation des déficits</i>	754 649	132 794		-300 916		586 527
<i>dont réserve comp charges d'amort</i>	2 470			-2 470		0
Report à nouveau	-15 102 700	-549 655	303 386		-252 900	-15 601 868
<i>Dont gestion propre</i>	-4 225 845	-278 850			-252 900	-4 757 595
<i>Dont report à nouveau des activités SMS</i>	-8 748 391	-282 760	297 931			-8 733 219
<i>Dont charges prise en compte différée</i>	-2 128 464	11 955	5 455			-2 111 054
Excédent ou déficit de l'exercice	472 520	-472 520	1 174 548			1 174 548
<i>Dont gestion propre</i>	4 126 353	-4 126 353	808 479			808 479
<i>Dont résultat des activités SMS</i>	-3 653 833	3 653 833	366 069			366 069
SITUATION NETTE	6 481 053	0	1 477 935	-303 386	-252 900	7 402 701
Subventions d'investissement						
Provisions réglementées	6 890			-3 492		3 398
<i>Dont couverture du BFR</i>	2 552 712					2 552 712
<i>Dont produits financiers</i>						
<i>Dont Différence sur réalisations d'actif</i>						
TOTAL I	9 040 654	0	1 477 935	-306 878	-252 900	9 958 811
Reclassement avec Provision pour IDR					252 900	

Détail des résultats par établissement

	Résultat comptable	Résultat contrôlé	Résultat non contrôlé
Gestion propre	87 677		87 677
Direction Générale	70 806	51 811	18 995
A.G.E. M.O.I.S.E.	-4 432	-432	4 000
Les Perce Neige	183 746	12 061	171 685
Le Vieux Collège	-82 670	-306 753	224 083
Jean Escudié	-51 484		-51 484
A.G.E. D.E.F.I.S.	216 277	176 304	39 973
Les Chennevières	669 107	632 272	36 835
C.E.U.V.	85 520		85 520
TOTAL	1 174 548	565 264	617 284

Détail des reports à nouveau par établissement

	Reports à nouveau			
	Gestion propre	Sous contrôle de tiers	Prise en compte différée	Total
Gestion propre	-5 134 736			-5 134 736
Direction Générale	-184 467	-13 809	-82 637	-280 914
A.G.E. M.O.I.S.E.	-16 326	91 932	-31 356	44 250
Les Perce Neige	-24 262	539 296	-147 367	367 667
Le Vieux Collège	-107 172	124 214	-550 713	-533 671
Jean Escudié		-714 234	-155 215	-869 450
A.G.E. D.E.F.I.S.	-120 914	-885 105	-332 759	-1 338 777
Les Chennevières	-21 196	-790 398	-457 728	-1 269 321
C.E.U.V.	851 477	-7 085 113	-353 279	-6 586 915
TOTAL	-4 757 595	-8 733 218	-2 111 054	-15 601 868

Résultat effectif global

	Exercice 2024	Exercice 2023
Résultat comptable	1 174 548	472 520
Reprise de résultats antérieurs	-252 370	-327 901
Résultat effectif global	922 178	144 619
Dont excédent ou déficit en gestion propre	808 479	4 126 353
Dont excédent ou déficit en gestion contrôlée	366 069	-4 598 873

Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont constitués de financements affectés à des dépenses ponctuelles, à engager pour les salariés. Ces fonds ont fait l'objet d'une reprise à hauteur de 249 528€ en raison de l'absence d'utilisation depuis plus de deux exercices.

Provisions pour risque et charges

Nature des provisions	RAN	Dotation	Reprise	Reclass.	Au 31/12/2024
PGR Biens en location	41 880	15 000	-22 052		34 829
Provision pour litiges (1)	203 806				203 806
Provision pour IDR (2)	932 650	26 876	-112 587	252 900	1 099 840
SOUS-TOTAL		41 876	-134 639		
TOTAL	1 178 336	465 937 (2)	-134 639	252 900	1 338 475

- (1) Les résultats attendus des litiges provisionnés interviendront en juillet 2025, c'est la raison pour laquelle la provision est maintenue.
- (2) Les dotations 2023 n'ayant pas fait l'objet d'une inscription au passif, le montant de 252 900 € a été retraité par les capitaux propres, le reclassement a été effectué avec le compte 119- Report à nouveau

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts	Au 1/01/2024	Nouveau	Remboursés	Au 31/12/2024
Gestion Propre	356 592		124 907	231 685
Les Perce-Neige	1 986 370		176 972	1 809 398
Jean Escudé/Gestion Propre	374 275		119 152	255 153
Gestion propre	622 990		36 460	586 530
C.E.U.V/Gestion Propre	1 184 562		321 781	862 781
Sous-total emprunts	4 524 818	0	779 272	3 745 547
Concours bancaires	123 857			297 186
Intérêts courus	17 491	4 813	1 883	20 421
TOTAL	4 542 310	4 813	781 155	4 063 154

Note : les dettes de trésorerie apparaissent en dettes financières diverses et non en dettes auprès des établissements de crédit

Echéances de dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissement de crédit	4 063 154	1 127 022	1 911 588	1 024 544
Dettes financières diverses (1)	2 905 000	100 000	2 805 000	
Fournisseurs (y compris d'immobilisations)	1 140 605	1 140 605		
Dettes fiscales et sociales	5 017 972	5 017 972		
Autres dettes	3 219 677	3 219 677		
Produits constatés d'avance	16 360	16 360		
TOTAL	16 362 768	10 605 276	4 716 588	1 024 544

(1) Dont compte courant du fonds de dotation pour 5 000 €

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Tableau de détail des produits d'exploitation et des résultats comptables des établissements

	Département	Privées	TOTAL	Résultat net
Concours publics				
Moïse	321 835	36 000	357 835	-4 433
Les Perce Neige	3 610 479		3 610 479	183 746
Le Vieux Collège	5 108 898		5 108 898	-82 670
Jean Escudie				-51 484
AGE DEFIS	3 549 695		3 549 695	216 277
Les Chennevières	4 770 596		4 770 596	669 107
CEUV				85 520
Subvention d'exploit	225 421	2 244	227 765	
TOTAL	17 586 924	38 344	17 625 268	1 016 064

Le résultat net par établissement tient compte de la charge de frais de siège

Détail des produits et charges exceptionnels sur opérations de gestion

Les charges et produits exceptionnels sur opérations de capital ne concernent que des cessions et mises au rebut d'immobilisation.

Les charges et produits exceptionnels sur opérations de gestion sont recensées dans le tableau ci-après :

Nature	Produits	Nature	Charges
Sur opération de gestion		Sur opération de gestion	
		Pénalités	7 389
		Autres charges	65
Sur exercices antérieurs		Sur exercices antérieurs	
Avoir énergie	11 106	Factures antérieures	45 420
Régularisations charges diverses	3 894		
TOTAL	15 000	TOTAL	52 873

Compte de résultat par catégorie

	Gestion contrôlée	Gestion propre	Apport SCI	TOTAL
<u>Produits d'exploitation</u>				
Cotisations		200		200
Ventes de biens	17 563			17 563
Ventes de prestations de services	52 041			52 041
Concours publics	17 622 924	2 344		17 625 268
Dons		4 000		4 000
Reprise de provision	136 006			136 006
Reprise fonds dédiés		249 528		249 528
Autres produits	236 837			236 837
Total des produits d'exploitation	18 065 371	256 072		18 321 443
<u>Charges d'exploitation</u>				
Autres achats et charges externes	4 141 779			4 141 779
Impôts et taxes	948 708			948 708
Frais de personnel	11 535 270	-452 766		11 082 504
Dotation aux amortissements	526 574			526 574
Dotations aux provisions	142 915			142 915
Autres charges	217 205			217 205
Total des charges d'exploitation	17 512 451	-452 766		17 059 685
Résultat d'exploitation	552 920	708 838	0	1 261 757
Produits financiers	252	12 164	161 449	173 864
Charges financières	77 051	73 971		151 022
Résultat financier	-76 799	-61 807	161 449	22 842
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 000			15 000
sur opérations en capital	1 748 979			1 748 979
reprises provision réglementée				0
Total des produits exceptionnels	1 763 979	0	0	1 763 979
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	52 873			52 873
sur opérations en capital	1 819 302			1 819 302
dotation provision réglementée	1 855			1 855
Total des charges exceptionnelles	1 874 030	0	0	1 874 030
Résultat exceptionnel	-110 051	0	0	-110 051
Total des produits	19 829 602	268 236	161 449	20 259 286
Total des charges	19 463 532	-378 795	0	19 084 738
RESULTAT	366 069	647 031	161 449	1 174 548

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements reçus

Le découvert autorisé par le principal établissement bancaire s'élève à 700 K€